

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LYON**  
**Jugement du 7 janvier 2016**

**Dixième Chambre**  
**R.G N° : 11/00634**

Le Tribunal de Grande Instance de LYON, statuant publiquement et en premier ressort, a rendu, le **7 janvier 2016** devant la **Dixième Chambre** le jugement **contradictoire** suivant.

Après que l'instruction eut été clôturée le 17 mars 2014, et que la cause eut été débattue à l'audience publique du 12 novembre 2015 devant :

**C M , Vice-President,**  
**C E , Vice-Présidente** placée au Tribunal de grande instance de **LYON** par ordonnance du Premier Président de la cour d'appel de Lyon en date du 19 juillet 2015,  
**C W , Juge,**  
**Siégeant en formation Collégiale,**

**Assistées de C D , Greffier**

Et après qu'il en eut été délibéré par les magistrats ayant assisté aux débats dans l'affaire opposant :

**DEMANDERESSE**

**La Société TENNIS DU MIDI,**  
prise en la personne de son représentant légal en exercice dont le siège social est sis  
Route N7  
13760 ST CANNAT  
représentée par Maître C M , avocat au barreau de PARIS, avocat plaidant, et Maître A C de la SELARL RC AVOCATS, avocats au barreau de LYON, avocat postulant

**DÉFENDERESSE**

**La Société France RÉALISATIONS ,**  
prise en la personne de son représentant légal en exercice dont le siège social est sis  
75 rue de la Mairie  
01300 BREGNIER CORDON  
représentée par la SCP ABECASSIS-STECK PRUD'HOMME MATHIEU, avocats au barreau de GRENOBLE, avocat plaidant, et Maître C C de la SCP COTTET-BRETONNIER, avocats au barreau de LYON, avocat postulant

La société TENNIS DU MIDI exerce depuis 1993 une activité de construction et rénovation de courts de tennis haute gamme. Elle a notamment développé une gamme intitulée "ligne prestige".

Elle a déposé les modèles suivants :

- le modèle n°051308, portant sur un poteau de clôture de tennis, déposé le 4 mars 2005 et valable jusqu'au 4 mars 2015,
- le modèle n° 064033, portant sur un aménagement de court de tennis, déposé le 1er septembre 2006 et valable jusqu'au 1er septembre 2011.
- le modèle n° 027908, portant sur 7 accessoires dont un poteau de filet, déposé le 30 décembre 2002 et non renouvelé. Il a fait l'objet d'un nouveau dépôt le 12 mai 2010, enregistré sous le n°20102566.

La société TENNIS DU MIDI a soupçonné sa concurrente la société FRANCE REALISATIONS d'imiter ses produits en violation de ses droits de propriété intellectuelle.

Une saisie-contrefaçon, autorisée par ordonnance en date du 4 juin 2010, a été réalisée dans les locaux de la société FRANCE RÉALISATIONS le 14 octobre 2010.

Par exploit en date du 8 décembre 2010, la société TENNIS DU MIDI a fait assigner la société FRANCE RÉALISATION S devant le Tribunal de Grande Instance de LYON aux fins de voir constater les actes de contrefaçon et de concurrence déloyale de cette dernière, et d'obtenir indemnisation de ses préjudices.

La société FRANCE REALISATIONS a de son côté déposé les modèles suivants :

- le modèle n°20105530, portant sur un poteau de clôture de tennis, déposé le 29 octobre 2010 et publié le 10 juin 2011,
- le modèle n°20113841, portant sur un poteau de filet de tennis, déposé le 2 août 2011 et publié le 16 mars 2012.

Dans ses dernières conclusions notifiées le 7 janvier 2014, la société TENNIS DU MIDI demande au tribunal de :

Vu les articles L 112-1, L 521 -1, L 335-2, L 521 -7, L 512-4, L 512-7 et L 331 -1 -3 du Code de la Propriété Intellectuelle.

Vu l'article 1382 du Code Civil,

- constater que la société F R a commis des actes de contrefaçon par imitation du poteau de filet de sa ligne prestige, protégé au titre du droit d'auteur, et de l'impression d'ensemble de la clôture ligne prestige, protégée au titre du dessin et modèle déposé sous le n°064033, et qu'elle a commis des actes de contrefaçon par reproduction du poteau de clôture de tennis de section circulaire comportant une boule dans sa partie haute, protégé au titre du dessin et modèle déposé sous le n° 051308, et de la brochure intitulée "ligne prestige", protégée au titre du droit d'auteur,

- constater subsidiairement que l'imitation de ces produits constitue des actes de concurrence déloyale,
- condamner la société FRANCE RÉALISATIONS à lui payer la somme de 100 000 € à titre d'indemnisation forfaitaire au titre de la reproduction ou de l'imitation du poteau de filet, de la clôture et du poteau de clôture protégés,
- condamner la société FRANCE RÉALISATIONS à lui payer la somme de 10 000 € à titre d'indemnisation forfaitaire au titre de la reproduction de la brochure "ligne prestige",
- condamner la société FRANCE RÉALISATIONS à cesser toute fabrication, reproduction ou commercialisation des produits contrefaisants, et ce sous astreinte de 1 000 € par infraction constatée,
- condamner la société FRANCE RÉALISATIONS à supprimer du site internet [www.france-realisations.fr](http://www.france-realisations.fr) et de toutes brochures ou autres documents commerciaux, toute reproduction des dits éléments, et ce sous astreinte de 10 000 € par infraction constatée,
- condamner la société FRANCE RÉALISATIONS à cesser toute reproduction de la brochure "ligne prestige",
- ordonner la nullité du modèle de poteau de tennis déposé le 2 août 2011 par la société FRANCE REALISATIONS sous le n°20113 841 et du modèle de poteau de clôture déposé le 29 octobre 2010 par la société FRANCE REALISATIONS sous le n°20105530,
- ordonner la transmission du jugement à intervenir par le greffe à l'INPI aux fins d'inscription au Registre National des Dessins et Modèles,
- condamner la société FRANCE REALISATIONS à lui payer la somme de 20 000 € à titre de dommages et intérêts au titre des dépôts frauduleux,
- condamner la société FRANCE RÉALISATIONS à lui payer la somme de 400 000 € de dommages et intérêts pour concurrence déloyale,
- débouter la société FRANCE RÉALISATIONS de l'ensemble de ses demandes,
- condamner la société FRANCE RÉALISATIONS à lui payer la somme de 15 000 € en application de l'article 700 du Code de Procédure Civile,
- ordonner l'exécution provisoire.

A l'appui de son action en contrefaçon des produits protégés au titre des dessins et modèles, elle invoque tout d'abord le modèle n°064033, qui porte sur l'impression d'ensemble de la clôture "ligne prestige", comprenant moins de poteaux que traditionnellement, remplacés par un filet de clôture noir ou vert, tenu en partie haute et basse des poteaux par un câble, des poteaux de clôture de section carrée ou ronde surmontés d'une boule, et une lisse et un portillon de forme carrée.

Elle reproche à la société FRANCE RÉALISATIONS d'avoir commercialisé une clôture présentant d'importantes similitudes, à

savoir un filet de clôture tenu en partie haute et basse des poteaux par un câble, des poteaux de clôture de section carrée en nombre réduit, et une lisse et un portillon de forme carrée.

Elle estime que les différences, qui consistent en la présence de jambes de force dans les clôtures de sa concurrente, ne suffit pas à empêcher qu'elles produisent la même impression visuelle de transparence que le modèle déposé, qui est principalement due à l'utilisation de câbles pour tenir le filet et limiter le nombre de poteaux.

La société TENNIS DU MIDI invoque également le modèle n°051308, qui porte sur un poteau de clôture de tennis de section circulaire, qui comporte une boule dans sa partie haute.

Elle reproche à la société FRANCE RÉALISATIONS d'avoir commercialisé un poteau identique, qui présente la même forme circulaire, la même boule en partie haute, et les mêmes dimensions.

En réponse à la demande en nullité de ses modèles, elle rappelle que le critère d'originalité n'est pas une condition de validité du modèle, et estime que la société FRANCE REALISATIONS, sur qui pèse la charge de la preuve, ne démontre pas le défaut de nouveauté et de caractère propre, ni le caractère fonctionnel qu'elle invoque. Elle ajoute que l'existence de contraintes techniques n'interdit pas de bénéficier de la protection au titre des dessins et modèles, et qu'il doit au contraire être tenu compte de la limitation de la liberté du créateur.

Elle souligne que la défenderesse ne conteste pas réellement le caractère protégeable du poteau de clôture de section circulaire. Concernant l'impression d'ensemble de clôture ligne prestige, elle fait valoir que sa nouveauté n'est contredite pas aucune antériorité de toute pièce et que son caractère propre résulte de la suppression du maximum d'éléments opaques permettant de conférer au court de tennis une impression plus aérée et transparente et de donner aux joueurs la sensation qu'ils évoluent dans un espace non délimité. Elle estime que son modèle se distingue ainsi des autres clôtures et notamment des courts de tennis municipaux généralement entourés d'un grillage vert en métal peu esthétique.

A l'appui de son action en contrefaçon des produits protégés au titre du droit d'auteur, elle fait valoir qu'elle a déposé le 30 décembre 2002 un modèle portant sur sept accessoires, dont un poteau de filet de forme carrée, en bois, avec une pointe de diamant et une manivelle avec crémaillère dorée. Elle explique que si ce produit ne bénéficie plus de la protection des dessins et modèles depuis le 30 décembre 2007, faute de renouvellement, il est néanmoins protégé sur le fondement du droit d'auteur en ce qu'il présente une originalité et porte l'empreinte de la personnalité de son auteur. Elle soutient ainsi que les caractéristiques précitées du poteau de filet ne sont pas dictées par sa fonction mais par une recherche créative visant à séduire une clientèle, et procèdent d'une recherche intellectuelle particulière visant à établir un lien d'identification entre l'apparence du produit et la société TENNIS DU MIDI.

Elle ajoute que la date du dépôt du modèle atteste de la date de création et de la qualité d'auteur de la société TENNIS DU MIDI, et précise qu'elle a déposé un nouveau modèle portant sur ce produit le 12 mai 2010.

Elle reproche à la société FRANCE RÉALISATIONS d'avoir commercialisé un poteau de filet qui imite le sien de façon quasi servile, puisqu'il présente la même forme carrée, la même pointe en forme pyramidale, la même matière bois, les mêmes dimensions, ainsi qu'une manivelle et une pièce à crans disposées sur la même face du poteau et à la même hauteur.

Elle estime que les différences entre les deux produits, qui consistent en la présence d'une rainure sur le haut du poteau de la société FRANCE REALISATIONS, et une forme moins arrondie de la manivelle, sont insignifiantes.

Concernant la brochure intitulée "ligne prestige", elle fait valoir que l'agencement des photographies et du texte, le choix des typographies et des couleurs, et le choix du format, témoignent d'un effort créatif particulier et d'une recherche esthétique qui caractérisent son originalité, et justifient qu'elle soit également protégée sur le fondement du droit d'auteur.

Elle reproche à la société FRANCE RÉALISATIONS d'avoir reproduit à l'identique cette brochure.

A l'appui de ses demandes indemnitaires, elle invoque un préjudice moral tenant à la banalisation des accessoires et éléments de courts de tennis qu'elle commercialise, qui entraîne leur dévalorisation. Elle ajoute avoir été contrainte, suite à des plaintes de ses clients, de baisser ses tarifs.

Elle précise ne pas être en mesure d'évaluer les bénéfices réalisés par le contrefacteur, et le manque à gagner qu'elle subit, et sollicite une indemnisation forfaitaire.

A l'appui de sa demande en nullité des modèles déposés par la société FRANCE REALISATIONS, elle estime qu'ils constituent des imitations de ses modèles et qu'ils ne remplissent pas la condition de caractère propre. Elle ajoute qu'ils ont été déposés de manière frauduleuse, quelques jours après la saisie-contrefaçon pour l'un et en cours de procédure pour l'autre, soit en toute connaissance des droits qu'elle revendiquait et dans le but de lui nuire.

A l'appui de sa demande de dommages et intérêts pour concurrence déloyale, elle expose que la société FRANCE RÉALISATIONS a copié ses documents commerciaux, notamment sa brochure "ligne prestige", ainsi que la police, la mise en page et les intitulés de ses devis, et s'est ainsi placée dans son sillage en créant une confusion dans l'esprit de la clientèle.

Elle ajoute que la reproduction de ses produits traduit également la recherche d'une confusion dans l'esprit du public, permettant à la société FRANCE RÉALISATIONS de bénéficier de sa

notoriété importante, tout en économisant des investissements et des frais d'étude, ce qui caractérise un comportement parasitaire.

Dans ses dernières conclusions notifiées le 20 novembre 2013, la société FRANCE RÉALISATIONS demande au tribunal de :

Vu les articles L 112-1, L 521-1, L 335-2, L 521-7, et L 331-1-3 du Code de la Propriété Intellectuelle,

Vu l'article L 111-2 du Code de la Propriété Intellectuelle,

- débouter la société TENNIS DU MIDI de l'intégralité de ses demandes, vu l'article L 512-4 du Code de la Propriété Intellectuelle,
- ordonner la nullité des modèles déposés par la société TENNIS DU MIDI sous les numéros 051308 et 064033 et les filets de clôture 102566 et 027908,
- ordonner la transcription du jugement à intervenir à 1TNP1 aux fins d'inscription au Registre National des Dessins et Modèles,

en tout état de cause,

- condamner la société TENNIS DU MIDI à lui payer la somme de 20 000 € à titre de dommages et intérêts pour procédure abusive,
- condamner la société TENNIS DU MIDI à lui payer la somme de 10 000 € au titre des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile,
- condamner la société TENNIS DU MIDI aux dépens.

Elle soutient que la société TENNIS DU MIDI inverse la charge de la preuve et ne démontre pas que les modèles dont elle se prévaut présentent une originalité justifiant une protection, alors que les caractéristiques qu'elle invoque sont soit imposées par la réglementation soit d'utilisation courante.

Concernant l'impression d'ensemble de la clôture de tennis, elle souligne ainsi que l'usage de poteaux ronds ou circulaires et de filets de clôture sont très courants, et que la porte carrée, la main courante et le lisse de forme carrée ne sont pas nouveaux.

Elle ajoute que les signes distinctifs des constructions de la société TENNIS DU MIDI sont l'absence de jambes de force pour tenir la clôture, la présence de deux câbles en partie haute et basse du filet, ainsi que des boules au sommet des poteaux de clôture, alors que les constructions qu'elle réalise comprennent systématiquement des jambes de force, trois câbles, et ne comprennent pas de boules au sommet des poteaux, de sorte que l'aspect général des clôtures est différent.

Elle précise que son utilisation de poteaux de clôture présentant une boule au sommet pour des halfcourts ne peut être prise en compte puisqu'il s'agit d'un marché distinct.

Concernant les poteaux de filet de forme carrée, elle indique que d'autres sociétés commercialisent des produits similaires.

Elle expose qu'elle n'a pas utilisé la brochure de la demanderesse à des fins commerciales et qu'elle s'est simplement intéressée à l'activité de sa concurrente.

Elle estime que la société TENNIS DU MIDI ne peut prétendre à la protection d'un genre, tels que le caractère carré ou circulaire des poteaux ou l'usage du bois.

Elle souligne que la demanderesse ne justifie pas de la réalité et du chiffrage des préjudices qu'elle invoque, et qu'elle ne justifie notamment pas d'une baisse de ses tarifs.

Elle conteste également tout acte de concurrence déloyale, et explique que les devis qu'elle utilise entrent dans son objet social et présentent des caractéristiques qui sont communes à tous les devis. Elle ajoute que les deux sociétés ne sont pas implantées au même endroit et ne visent pas la même clientèle. Elle estime que la demanderesse ne justifie pas le montant des dommages et intérêts qu'elle sollicite sur ce fondement.

A l'appui de sa demande de dommages et intérêts pour procédure abusive, elle soutient que la présente procédure est vexatoire, et s'explique par le fait que la société TENNIS DU MIDI supporte mal sa concurrence.

"En réponse à la demande en nullité de ses modèles, elle fait valoir que le poteau de tennis est fait dans un matériau bois spécifique et présente une forme carrée et une forme arrondie dans sa partie supérieure, ce qui lui confère un caractère propre, et qu'il n'imité en rien le modèle de la demanderesse. Concernant le poteau de clôture, elle indique que la demanderesse lui reproche d'avoir copié un élément de son modèle portant sur l'impression d'ensemble, ce qui n'est pas caractérisé en l'espèce puisque le diamètre, la forme du sommet et le matériau sont distincts.

A l'appui de sa demande reconventionnelle en nullité, elle invoque le défaut de caractère propre des modèles de la société TENNIS DU MIDI.

L'ordonnance de clôture a été prononcée le 19 mars 2012. Par jugement du 8 novembre 2012, le tribunal a révoqué l'ordonnance de clôture et ordonné la réouverture des débats.

Une nouvelle ordonnance de clôture a été rendue le 17 mars 2014, et l'affaire fixée à plaider le 12 novembre 2015.

## **MOTIFS DE LA DÉCISION**

### **Sur les droits de la société TENNIS DU MIDI**

#### **La validité des modèles n° 0513OS et n°06L033**

Selon les articles L 511 -2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle, seul peut être protégé le dessin ou modèle qui est

nouveau et présente un caractère propre. Un dessin ou modèle est regardé comme nouveau si, à la date de dépôt de la demande d'enregistrement ou à la date de la priorité revendiquée, aucun dessin ou modèle identique n'a été divulgué.

Des dessins ou modèles sont considérés comme identiques lorsque leurs caractéristiques ne diffèrent que par des détails insignifiants.

Un modèle présente un caractère propre s'il produit sur l'observateur averti une impression visuelle d'ensemble qui diffère de celle suscitée par un modèle déjà divulgué à la date du dépôt. Il est tenu compte, pour l'appréciation du caractère propre, de la liberté laissée au créateur dans la réalisation du dessin ou modèle.

Il résulte de l'article 512-4 du Code de la Propriété Intellectuelle que l'enregistrement d'un dessin ou modèle est déclaré nul par décision de justice, s'il n'est pas conforme aux articles L 511-1 et suivants.

En l'espèce, le modèle n°051308 déposé le 4 mars 2005 porte sur un poteau de clôture de tennis de section circulaire comportant une boule dans sa partie haute.

Aucune des pièces versées au dossier ne caractérise d'antériorité de toute pièce, 11 n'est ainsi produit aucun exemple de poteau antérieur comportant une boule en sa partie haute. Or cet élément évoquant une balle de tennis, qui n'est aucunement dicté par la fonction du poteau et qui est au contraire purement ornementale, produit sur l'observateur averti que constitue l'utilisateur régulier d'un court de tennis une impression distincte de celle produite par les modèles antérieurement divulgués.

Le modèle n°064033 déposé le 1<sup>er</sup> septembre 2006 porte sur l'impression d'ensemble d'une clôture de court de tennis comprenant un filet de clôture noir ou vert tenu en partie haute et basse des poteaux par un câble, des poteaux de clôture de section carrée ou ronde surmontés d'une boule, une lisse et un portillon de forme carrée. Selon la description figurant au dépôt, cette clôture se caractérise notamment par le nombre réduit de poteaux de clôture et l'absence de jambes de forces, qui contribuent à alléger la clôture et à conférer à l'ensemble un aspect transparent.

La société FRANCE REALISATIONS, qui invoque des antériorités, produit des photographies non datées de lisses et de portillons de section carrée (pièces n°17, 18), une photographie d'une clôture de tennis située à Chamrousse présentant un nombre réduit de poteaux et un filet de clôture tenu en partie haute et basse par des câbles, dont la réalisation peut être datée à l'année 2000 (pièces n°20 et 32), et des attestations des sociétés VB SPORTS et ALPRECH FILETS datées de septembre 2013, qui indiquent commercialiser des filets et câbles de clôture de tennis (pièces n°30 et 31). Il ressort des constatations relatives aux dates, ou à l'absence de date des documents produits que la défenderesse ne justifie que d'une antériorité, à savoir la clôture réalisée à Chamrousse, dans laquelle ne



se retrouvent pas toutes les caractéristiques du modèle déposé puisque les poteaux de clôture ne sont pas surmontés d'une boule et que la lisse et le portillon ne sont pas visibles.

En outre le modèle de la société TENNIS DU MIDI produit, du fait de l'utilisation d'un filet de clôture combiné à un nombre réduit de poteaux surmontés d'une boule et à l'absence de jambes de force, une impression de transparence et de légèreté qui diffère des modèles antérieurement divulgués et qui lui confère un caractère propre.

Ainsi, ces deux modèles litigieux répondent aux critères de validité exigés par les textes, et il convient de débouter la société FRANCE REALISATIONS de ses demandes en nullité les concernant.

### La protection au titre du droit d'auteur

Il résulte de l'article L 111-1 du Code de la Propriété Intellectuelle que l'auteur d'une oeuvre de l'esprit jouit sur cette oeuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous.

Pour bénéficier de la protection du droit d'auteur, l'oeuvre considérée doit répondre à l'exigence d'originalité, entendue comme le reflet de la personnalité du créateur.

La société TENNIS DU MIDI revendique un droit d'auteur sur un poteau de filet en bois de section carrée, doté d'une manivelle à crémaillère dorée et d'une finition en pointe de diamant en partie haute. Sa création peut être datée au 30 décembre 2002, qui correspond à la date de son dépôt à titre de modèle, non renouvelé.

L'usage de poteaux en bois, carrés, ou surmontés d'une pointe de diamant sont des éléments connus. La finition en pointe de diamant permet de manière classique d'éviter la stagnation de l'eau sur la partie supérieure du poteau. La manivelle à crémaillère a pour fonction de fixer et manipuler le filet et est fréquemment utilisée dans le domaine sportif.

Le poteau de filet de la société TENNIS DU MIDI consiste en une combinaison d'éléments connus qui ne révèle pas d'effort créatif particulier. L'agencement de ses éléments est principalement dicté par la fonction de l'objet et n'est pas l'expression de la personnalité du créateur.

Il ne bénéficie donc pas de la protection au titre du droit d'auteur.

La société TENNIS DU MIDI revendique également un droit d'auteur sur la brochure "ligne prestige" réalisée en février 2007. Ce document associe des photographies des produits commercialisés par la demanderesse à des textes descriptifs et des noms tels que "élégance" ou "distinction" mettant en valeur la qualité des produits.

Le choix des photographies, la composition des textes et leurs polices, l'agencement de l'ensemble de ces éléments, relèvent de choix arbitraires et esthétiques qui confèrent à la brochure un caractère original. Elle bénéficie ainsi de la protection au titre du droit d'auteur.

### **Sur la contrefaçon**

En application de l'article L 513-4 du Code de la Propriété Intellectuelle, sont interdits, à défaut du consentement du propriétaire du dessin ou modèle, la fabrication, l'offre, la mise sur le marché, l'importation, l'utilisation, ou la détention à ces fins, d'un produit incorporant le dessin ou modèle.

L'article L 513-5 dispose que la protection conférée par l'enregistrement d'un dessin ou modèle s'étend à tout dessin ou modèle qui ne produit pas sur l'observateur averti une impression visuelle d'ensemble différente.

Selon l'article L 335-3 du même code, constitue un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur, tels qu'ils sont définis et réglementés par la loi.

Il résulte en l'espèce du procès-verbal de constat dressé le 14 octobre 2010 que la société FRANCE REALISATIONS commercialise des clôtures de court de tennis comprenant un filet de clôture tenu par un câble en parties haute et basse ainsi qu'en son milieu. Les poteaux de clôture sont en bois de section carrée et surmontés d'une pointe en "diamant. Ils sont en nombre réduit et soutenus par des jambes de force. Le lisse ainsi que l'emplacement du portillon sont carrés.

Cette clôture se rapproche du modèle n°064033 de la société TENNIS DU MIDI en ce que la structure est en bois, le lisse et le portillon sont carrés, et l'usage d'un filet de clôture tenu par des câbles donne une impression de légèreté. Elle s'en distingue également par la présence de jambes de force sur les poteaux, et d'un câble qui traverse le filet en son milieu et le rigidifie. En outre les poteaux de filets ne sont pas surmontés d'une boule mais d'une pointe en diamant. Il apparaît ainsi que les similitudes entre les modèles résultent de l'usage du bois et d'un filet souple, qui sont courants dans le domaine des courts de tennis. En revanche les différences relevées sont significatives et suffisantes pour produire sur l'observateur averti qu'est l'utilisateur habituel d'un court de tennis une impression visuelle d'ensemble différente.

La contrefaçon du modèle n°064033 de la société TENNIS DU MIDI n'est donc pas caractérisée.

Le fait que deux pages scannées de la brochure ligne prestige de la société TENNIS DU MIDI aient été retrouvées dans les dossiers informatiques de la société FRANCE REALISATIONS ne caractérise

pas un acte de contrefaçon dans la mesure où il n'est pas établi que la brochure a été reproduite, représentée ou diffusée par cette dernière.

Il ressort en revanche de la photographie n°48 annexée au procès-verbal de constat du 14 octobre 2010 que la société FRANCE REALISATIONS a commercialisé un poteau de clôture de section circulaire surmonté d'une boule, reproduisant à l'identique le modèle n°051308 de la société TENNIS DU MIDI. La contrefaçon de ce modèle est donc caractérisée, le fait que ce poteau ait été utilisé dans un halfcourt étant sans incidence.

Les pièces versées au dossier mettent en évidence l'utilisation des poteaux contrefaisants pour un seul halfcourt, comprenant 16 poteaux.

Faute d'éléments sur les coûts d'achat et de revente de ces produits, les conséquences négatives de la contrefaçon pour la société TENNIS DU MIDI et les bénéfices réalisés par la société FRANCE REALISATIONS ne peuvent être établis.

Les actes de contrefaçon ont toutefois porté atteinte aux droits de la société TENNIS DU MIDI sur son modèle, qui a nécessité un travail de création et des investissements, en le banalisant. La demanderesse justifie notamment d'investissement publicitaires importants, de l'ordre de 65 000 € par an pour l'ensemble de ses produits.

Au regard de ces éléments, il convient de condamner la société FRANCE REALISATIONS à payer à la société TENNIS DU MIDI la somme forfaitaire de 5 000 € à titre de dommages et intérêts.

Il convient également d'interdire à la société FRANCE REALISATIONS de reproduire ou commercialiser tout poteau reproduisant les caractéristiques du modèle n°051308 de la société TENNIS DU MIDI, sous astreinte de 500 € par infraction constatée passé le délai de 8 jours de la signification de la présente décision.

Il n'est pas démontré que le modèle n°051308 a été reproduit sur le site internet et les brochures de la société FRANCE REALISATIONS. Il n'y a donc pas lieu de faire droit à la demande de suppression sous astreinte formée à ce titre.

### **Sur la concurrence déloyale**

L'exploitation d'un objet non protégé par un droit de propriété intellectuelle, dont la reproduction est donc libre, ne constitue pas en soi une faute délictuelle.

Pour justifier une action en concurrence déloyale ou parasitaire, la reproduction doit ainsi s'accompagner d'actes déloyaux distincts.

En l'espèce la société FRANCE REALISATIONS propose des poteaux de filets qui sont commercialisés par un fournisseur, et sur

lesquels elle appose de façon distincte l'adresse de son site internet. La présentation de ses devis est très classique et purement fonctionnelle. Enfin les deux courriers produits par la demanderesse émanant de clients se plaignant d'avoir trouvé sur le marché des produits similaires aux siens ne font aucunement référence à la société FRANCE REALISATIONS.

Ainsi aucun élément du dossier, distinct des actes de contrefaçon retenus, ne permet de considérer que la société FRANCE REALISATIONS cherche à se mettre dans le sillage de la société TENNIS DU MIDI pour capter sa clientèle.

Il convient donc de rejeter les demandes formées au titre de la concurrence déloyale.

### **Sur les autres demandes en nullité de modèles**

Il résulte de l'article 512-4 du Code de la Propriété Intellectuelle que l'enregistrement d'un dessin ou modèle est déclaré nul par décision de justice, s'il n'est pas conforme aux articles L 511-1 et suivants, s'il méconnaît les droits attachés à un dessin ou modèle antérieur ou encore s'il porte atteinte au droit d'auteur d'un tiers.

#### *Les demandes en nullité des modèles n° 027908 et n°20102566 DM n°1 de la société TENNIS DU MIDI*

Le modèle n° 027908 déposé le 30 décembre 2002 n'a pas été renouvelé. La demande en nullité le concernant est donc sans objet.

La société FRANCE REALISATIONS sollicite la nullité du modèle de clôture déposé le 12 mai 2010 par la société TENNIS DU MIDI et enregistré sous le n°20102566.

Il s'agit de la représentation 1-1 du dépôt, qui concerne une clôture de tennis avec un filet noir ou vert tenu en partie haute et basse par un câble.

Ainsi qu'il a été vu précédemment, la société FRANCE REALISATIONS justifie avoir réalisé en 2000 pour la commune de Chamrousse une clôture de court de tennis comprenant un filet de clôture noir tenu en partie haute et basse par un câble.

Il s'agit d'une antériorité de toutes pièces. Le modèle n°20102566 DM n° 1 "clôture de tennis" encourt donc la nullité pour défaut de nouveauté.

#### *Les demandes en nullité des modèles n° 20113841 et n° 20105530 de la société FRANCE REALISATIONS*

La société FRANCE REALISATIONS a déposé le 2 août 2011 un modèle de poteau de filet enregistré sous le n° 20113841 et publié le 16 mars 2012. Il s'agit d'un poteau en bois de forme carrée de 135 x 135 mm, avec une forme arrondie dans sa partie supérieure.

Ainsi qu'il a été vu précédemment, la société TENNIS DU MIDI ne peut se prévaloir d'un droit d'auteur sur le poteau de filet en bois carré avec finition en pointe de diamant et crémaillère dorée qu'elle commercialise. Si elle justifie avoir déposé ce modèle de poteau le 12 mai 2010, avec une publication au 7 janvier 2011, il convient d'observer que le dépôt ne vise aucune dimension, et que le modèle de la défenderesse diffère du sien en ce qu'il a une finition de forme arrondie. En outre le modèle de la société FRANCE REALISATIONS n'inclut pas une manivelle à crémaillère. Le modèle litigieux ne porte donc pas atteinte à un droit antérieur.

La société TENNIS DU MIDI ne produit aucune pièce caractérisant une antériorité, et la finition ornementale du modèle contesté, lui confère un caractère propre.

La demande en nullité du modèle n° 201 13841 sera donc rejetée.

La société FRANCE REALISATIONS a également déposé le 29 octobre 2010 un modèle de poteau de clôture enregistré sous le n° 20105530 et publié le 10 juin 2011. Il s'agit d'un poteau en bois de forme carrée avec une pointe en diamant et un liseré en V autour du poteau. Ce modèle diffère du modèle de poteau de filet en bois carré avec finition en pointe de diamant commercialisé par la société TENNIS DU MIDI par sa dimension, s'agissant ici d'un filet de clôture, et par la présence d'un liseré en V autour du poteau. Cependant au regard de la physionomie des poteaux déjà utilisés sur les courts de tennis notamment par la demanderesse, le modèle de la société FRANCE REALISATIONS ne produit pas sur l'observateur averti une impression visuelle distincte susceptible de lui conférer un caractère propre.

La nullité du modèle n° 20105530 doit donc être prononcée.

La société FRANCE REALISATIONS a déposé le modèle n° 20105530 quelques jours après la saisie-contrefaçon pratiquée dans ses locaux par la société TENNIS DU MIDI. Elle a ainsi cherché à obtenir un monopole sur un modèle très proche de celui qu'elle savait être utilisée par sa concurrente, ce qui caractérise un dépôt frauduleux. Il convient donc de la condamner à verser à la société TENNIS DU MIDI la somme de 1 000 € à titre de dommages et intérêts.

### **Sur la demande de dommages et intérêts pour procédure abusive**

La société TENNIS DU MIDI succédant partiellement en ses demandes, l'abus de procédure n'est pas caractérisé.

### **Sur les demandes accessoires**

La société FRANCE REALISATIONS supportera les dépens de l'instance et sera condamnée à payer à la société TENNIS DU MIDI la

somme de 3 000 € en application de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

L'exécution provisoire est compatible avec la nature de l'affaire et justifiée par l'ancienneté du litige. Il convient de l'ordonner.

### **PAR CES MOTIFS**

Le tribunal, statuant publiquement, par jugement contradictoire et en premier ressort,

**Déboute** la société FRANCE REALISATIONS de ses demandes en nullité des modèles n°051308 et n°064033 dont est titulaire la société TENNIS DU MIDI,

**Constate** que la société FRANCE REALISATIONS a commis un acte de contrefaçon du modèle n°051308 dont est titulaire la société TENNIS DU MIDI,

**Condamne** la société FRANCE REALISATIONS à payer à la société TENNIS DU MIDI la somme de 5 000 € de dommages et intérêts au titre de la contrefaçon,

**Fait** interdiction à la FRANCE REALISATIONS de reproduire ou commercialiser tout poteau reproduisant les caractéristiques du modèle n° 051308, sous astreinte de 500 € par infraction constatée passé le délai de 8 jours de la signification de la présente décision,

**Déboute** la société TENNIS DU MIDI du surplus de ses demandes en contrefaçon et en concurrence déloyale,

**Déboute** la société TENNIS DU MIDI de sa demande en nullité du modèle n° 20113841 dont est titulaire la société FRANCE REALISATIONS,

**Déclare** sans objet la demande en nullité du modèle enregistré à l'INPI sous le n° 02790S dont était titulaire la société TENNIS DU MIDI,

**Prononce** la nullité du modèle de clôture de tennis DM n°1 enregistré à l'INPI sous le n°20102566 dont est titulaire la société TENNIS DU MIDI,

**Prononce** la nullité du modèle de poteau de filet enregistré à l'INPI sous le n° 20105530 dont est titulaire la société FRANCE REALISATIONS,

**Dit** que la demande d'inscription de la présente décision sur le Registre National des Dessins et Modèles sera présentée à l'INPI par les parties intéressées,

**Condamne** la société FRANCE REALISATIONS à payer à la société TENNIS DU MIDI la somme de **1 000 €** de dommages et intérêts au titre du dépôt frauduleux,

**Déboute** la société FRANCE REALISATIONS de sa demande de dommages et intérêts pour procédure abusive,

**Condamne** la société FRANCE REALISATIONS à payer à la société TENNIS DU MIDI la somme de 3 000 € en application de l'article 700 du Code de Procédure Civile,

**Ordonne** l'exécution provisoire,

**Rejette** le surplus des demandes,

**Condamne** la société FRANCE REALISATIONS aux dépens, distraits au profit de Maître A C , avocat, sur son affirmation de droit,

Remis au greffe en vue de sa mise à disposition des parties, le présent jugement a été signé par Madame C M , Président, et Madame C D , Greffier.